



AVEC L'AIDE DE



ÉTAT DU SECTEUR 2023 : LE POINT DE BASCULE

RAPPORT D'ANALYSE





TABLE DES MATIÈRES

Introduction	3
Un secteur en manque d'énergie entre en territoire inconnu	4
Prévisions d'un déclin constant d'ici 2026	6
Les OSBL, essentiels à la vie des communautés	8
Tendances à long terme	9
• Niveau record de la demande pour les services fournis par les OSBL	9
Le portrait financier se détériore	12
• Même la faible hausse de revenus de certains OSBL est au ralenti	12
• Des dépenses et des coûts plus élevés pour tous les OSBL	13
• Les OSBL de plus en plus nombreux à utiliser leur réserve	14
• La durée projetée de la capacité de fonctionnement des OSBL diminue	15
• L'optimisme de 2021 quant à l'amélioration de la situation financière s'estompe, plus d'organismes s'attendent à une dégradation	17
La crise des ressources humaines persiste	19
La crise du bénévolat ralentit	24
Les réductions, listes d'attente et fermetures au même niveau que l'an dernier	25
Recommandations pour le gouvernement	28
Appels à l'action pour le secteur	30
Remerciements	31



INTRODUCTION

L'enquête *État du secteur 2023* est la quatrième dans cette série annuelle bilingue réalisée par le Ontario Nonprofit Network (ONN). Elle vise à cerner l'état d'esprit actuel des organismes sans but lucratif (OSBL) en Ontario.

Depuis 2020, l'enquête a pour objectif premier de dresser et de publiciser un instantané de l'état du secteur. De plus, elle offre désormais aux OSBL et aux partenaires clés l'accès à des données pansectorielles de grande qualité ventilées par caractéristiques démographiques clés. Plus important encore, l'enquête représente une ressource indispensable pour le secteur. Ses résultats peuvent servir à influencer les gouvernements, les bailleurs de fonds et le public afin d'obtenir des politiques publiques favorables aux OSBL et aux communautés bénéficiant de leurs services.

Depuis quatre ans, nous posons les mêmes questions sur la santé opérationnelle et financière des organismes. Les questions sur les ressources humaines ont été ajoutées il y a deux ans. Nous disposons donc de données longitudinales que nous pouvons analyser afin d'en dégager des tendances valides pour l'ensemble du secteur. Aussi disposons-nous de jeux de données sur deux ans, ventilées en fonction des catégories d'organismes suivantes :

- Organismes dirigés par des personnes noires, aux services et axés sur les intérêts des personnes noires (organismes B3)¹
- Organismes dirigés et conseillés par des Autochtones, au service des Autochtones, ou travaillant en partenariat avec des Autochtones (organismes I4).

Ce rapport met en lumière des tendances lourdes. Celles-ci sont accompagnées de témoignages venant du secteur pour illustrer la complexité, mais aussi les nuances du portrait chiffré. Enfin, nous avançons des recommandations politiques et des appels à l'action connexes à l'attention du secteur en vue du cycle de consultation budgétaire 2024 du gouvernement de l'Ontario.

UN SECTEUR EN MANQUE D'ÉNERGIE ENTRE EN TERRITOIRE INCONNU



Les tendances sur quatre ans permettent de faire plusieurs constats.

- La demande de services est en forte augmentation et a atteint un nouveau sommet.
- La situation financière des organismes suit une spirale vers le bas.
- La crise de la pénurie de main-d'œuvre se poursuit.

Par conséquent, les OSBL réduisent leur offre de programmes et de services, les listes d'attente s'allongent et les fermetures se multiplient. L'érosion de l'infrastructure sociale critique en Ontario s'accélère au moment où les communautés en ont le plus besoin.

Si les responsables politiques continuent à faire fi des signes avant-coureurs montrés par le secteur, nous craignons que les compressions, listes d'attente et fermetures atteignent des niveaux dévastateurs et aient des répercussions préjudiciables sur la population ontarienne, à court et à long terme. Le secteur doit rester déterminé à réclamer des solutions politiques à long terme pour assurer sa viabilité financière et la planification de ses ressources humaines afin de mieux servir les communautés.

Notre collecte de données a commencé en 2020, à peine trois mois après le début de la pandémie. Par conséquent, nous n'avons pas d'année de référence non teintée par une situation de crise. Les [données de 2020](#) témoignaient d'un secteur en état d'incertitude. Les organismes perdaient des revenus et licenciaient du personnel, mais la demande, les coûts et les dépenses ne connaissaient pas d'augmentation exponentielle. Au plus fort de la pandémie, les [données de 2021](#) montraient un optimisme relatif dans le secteur alors qu'on sollicitait beaucoup les organismes qui recevaient les fonds nécessaires pour en faire plus.



Les programmes d'aide financière adoptés pendant la pandémie permettaient de compenser l'augmentation de la demande et des dépenses par une hausse des revenus, par comparaison à l'année précédente. Cette situation a connu un revirement presque total l'année suivante. En effet, les données de 2022 révélaient les effets dévastateurs d'une situation marquée par une hausse rapide de la demande, des coûts et des dépenses dans le contexte d'une pénurie criante de personnel et de bénévoles. En même temps prenaient fin les programmes de soutien flexibles dont bénéficiait le secteur pour continuer à prendre soin des communautés.

Ces mêmes tendances se sont poursuivies en 2023 : la demande, les coûts et les dépenses augmentent rapidement tandis que les revenus et le personnel se font rares. Le secteur entre en territoire inconnu.

Les Ontariens et Ontariennes sont de plus en plus nombreux à se tourner vers notre secteur pour obtenir de l'aide. Notre modèle d'affaires sans but lucratif continue à prouver son efficacité et son efficacité dans le service aux communautés. Or, notre secteur montre des signaux d'alarme qu'on ne peut ignorer. Son modèle unique est fondé sur l'absence d'objectifs de profit et un travail qui évolue en fonction des besoins des communautés, grandes ou petites. Ce sont les OSBL locaux qui fournissent des logements abordables en si grande demande, gèrent les banques alimentaires locales ou offrent des services en santé mentale et toxicomanie. C'est eux qui maintiennent la qualité de vie dans les communautés en offrant des ligues sportives et récréatives pour enfants et adultes. Les OSBL gèrent de tout : cercles d'entraide, festivals d'été, programmes théâtraux et artistiques, programmes de soutien aux personnes en situation de handicap et club de jardinage.

La résilience et le pragmatisme de notre secteur sont bien connus, mais ils ont des limites. Face à un avenir incertain, notre réservoir d'énergie est épuisé.



PRÉVISIONS D'UN DÉCLIN CONSTANT D'ICI 2026

Nous avons utilisé un modèle prévisionnel fondé sur les données des quatre dernières années afin de prévoir la demande de services, la viabilité opérationnelle des OSBL sur les douze prochains mois, les coûts, ainsi que les fermetures d'organismes dans les trois prochaines années. Considérant l'évolution observée dans ces quatre domaines et l'absence de changement dans les politiques publiques, nous prévoyons des chiffres dévastateurs d'ici 2026.

- Tous les OSBL ontariens, sans exception, feront face à une augmentation de la demande.
- Seulement 17 pour cent des OSBL feront des projections financières viables sur douze mois.
- Les OSBL connaîtront une hausse des coûts de 131 pour cent.
- Dans le secteur, 63 pour cent des organismes connaîtront d'autres organismes qui cesseront leurs activités.

(Voir tableau « Prévisions pour le secteur » à la page 7)

Les données à la base de ces projections reflètent un secteur qui a dû composer avec de nombreuses crises et plusieurs changements d'ordre social, économique, financier et politique au cours des quatre dernières années. Toutefois, elles ne prennent en compte ni une éventuelle récession ni d'autres éléments incalculables que les organismes pourraient devoir affronter dans les trois prochaines années.

Les organismes jugent mauvaise la réaction du gouvernement provincial aux défis vécus par le secteur. En effet, le gouvernement n'a fourni aucune réponse stratégique coordonnée pour répondre aux besoins et aux priorités du secteur. Il n'a pas, non plus, proposé de stratégie de recrutement pour pallier le manque de personnel et la non-compétitivité des salaires, ou une révision du financement des services, qui est largement stagnant et accuse un retard sur la hausse des coûts.



PRÉVISIONS POUR LE SECTEUR

ANNÉE	AUGMENTATION DE SERVICES
2020	47 %
2021	63 %
2022	74 %
2023	76 %
2024	90 %
2025	99 %
2026	109 %

ANNÉE	MAINTIEN DES ACTIVITÉS >12 MOIS
2020	51 %
2021	35 %
2022	34 %
2023	35 %
2024	27 %
2025	22 %
2026	17 %

ANNÉE	FERMETURES
2021	18 %
2022	34 %
2023	35 %
2024	46 %
2025	55 %
2026	63 %

ANNÉE	AUGMENTATION DE COÛTS
2021	64 %
2022	83 %
2023	90 %
2024	105 %
2025	118 %
2026	131 %



Pendant ce temps, les difficultés de se loger, l'insécurité alimentaire, les problèmes de santé mentale et de toxicomanie, et le manque généralisé de solutions récréatives et culturelles abordables affectent les communautés. Alors que les ménages s'enlisent dans la pauvreté et requièrent plus d'aide, une réduction de services arriverait au bien mauvais moment.

LES OSBL, ESSENTIELS À LA VIE DES COMMUNAUTÉS

Malgré de nombreux défis, les OSBL offrent une valeur inestimable aux communautés partout en Ontario.

L'enquête 2023 témoigne de leur engagement dans la gestion des sites de consommation supervisée, la mise en place de programmes pour les personnes atteintes du VIH, l'offre de sports organisés pour les enfants de familles à faible revenu et de formations en entrepreneuriat pour les artistes afin d'encourager leur stabilité d'emploi, l'aide aux personnes réfugiées de différents pays, la sécurité alimentaire, la prévention du suicide par le biais de programmes artistiques, et le soutien aux personnes qui veulent reconstruire leur vie après un épisode d'itinérance ou d'emprisonnement. La liste de leurs efforts est quasi infinie.

Les organismes ont aussi témoigné des répercussions d'une baisse soudaine du financement ou de la perspective de devoir faire plus avec moins. Ces situations ont pour effet de freiner les retombées de leur travail, de retarder des innovations pour obtenir de meilleurs résultats et de mettre en doute leurs chances de survie dans un horizon de trois, cinq ou dix ans.

Nous avons invité les organismes à rêver à des projets d'avenir pour leurs communautés dont la réalisation ne connaîtrait aucune contrainte de ressources. Ils ont été très nombreux à exprimer leur désir de s'attaquer à la crise qui touche les besoins les plus fondamentaux, notamment le logement abordable, la sécurité alimentaire, et la justice et l'équité.



Sachant que l'humain est au cœur de leur travail, les organismes ont également exprimé leur rêve d'offrir des conditions de travail décent à leur personnel, y compris un salaire adéquat, une pension et des avantages sociaux.

Les rêves des OSBL témoignent des valeurs du secteur. Ils ne rêvent pas à faire du profit ou à réaliser une croissance qui augmenterait leur valeur aux yeux des actionnaires, mais à pouvoir mieux répondre aux besoins de leurs communautés.

- « [Un] projet de logements réellement abordables pour les personnes en situation de handicap. »
- « Nous pourrions acquérir et devenir propriétaire d'autres logements réellement abordables pour nos bénéficiaires en situation de logement précaire. »
- « Élargir nos services et partenariats dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la santé mentale, et du soutien aux besoins matériels fondamentaux par le biais de services sans rendez-vous et du développement communautaire. »
- « Régimes de pension pour notre personnel, des salaires plus élevés (plus concurrentiels dans le secteur), du financement flexible pour répondre aux besoins les plus urgents et toujours pertinents depuis la pandémie. »

TENDANCES À LONG TERME

NIVEAU RECORD DE LA DEMANDE POUR LES SERVICES FOURNIS PAR LES OSBL

Un peu plus des trois quarts des organismes participant à l'enquête ont constaté une hausse de la demande pour leurs programmes et services. Ils sont 2 pour cent de plus que l'an dernier, 13 pour cent de plus qu'en 2021 et 29 pour cent de plus qu'en 2020.

Au cours des trois dernières années, les organismes dont le budget est supérieur à 3 millions de dollars, les organismes bilingues, ceux dans la région de Peel et ceux dans le domaine de la santé ont systématiquement rapporté une augmentation de la demande.



Entre 2021 et 2023, les organismes dans les sous-secteurs de l'environnement, et du sport et des loisirs ont enregistré des hausses de la demande supérieures à celles rapportées par d'autres sous-secteurs. Dans les deux dernières années, les organismes B3 et I4 ont systématiquement fait état d'une demande élevée pour leurs programmes et services.

NOUVELLES DONNÉES DE 2023

La demande a augmenté d'au moins 26 pour cent, et très peu d'organismes sont en mesure de répondre à la demande en hausse.

- La moitié des organismes rapportent une augmentation de la demande d'au moins 26 pour cent.
- Moins d'un quart des organismes disent être en mesure de satisfaire à la demande.

TÉMOIGNAGES DES OSBL :



« Vu la crise postpandémique de santé mentale, la demande pour nos programmes continue d'augmenter. Dans ce contexte, le fait de ne pas réussir à obtenir des fonds suffisants et à recruter assez de jeunes bénévoles continuera de miner notre capacité à répondre à la demande et à réduire notre liste d'attente qui ne cesse de s'allonger. »

« La demande accrue pour nos soins premiers et pour notre soutien au bien-être (notamment, en matière de santé mentale) continuera de nuire à l'efficacité de notre travail dans la prochaine année. De plus, les demandes salariales du personnel syndiqué touché par la loi 124 pendant la pandémie accentueront la probabilité d'un important déficit financier pendant cette période. »





POURQUOI PARLE-T-ON D'UNE TENDANCE?

Les individus, familles et communautés se tournent systématiquement vers les OSBL et dépendent de leur travail, surtout en temps de crise. L'augmentation de la demande pour leurs programmes et services a suivi la trajectoire de la pandémie en 2020 et en 2021. En 2022 et 2023, elle imite l'évolution rapide de la crise d'abordabilité qui touche les besoins de base, ainsi que des urgences climatiques.



Les OSBL agissent comme premiers répondants pour contrer les effets de ces crises (p. ex. soutien à l'établissement, à l'emploi et à la formation, et en cas de violence fondée sur le genre). Ils font office de bouche-trous pour colmater les problèmes que le gouvernement semble incapable de saisir et que les entreprises ne peuvent monétiser, ou encore, de moteur de la vie culturelle et récréative dans les communautés.

Nous observons une corrélation entre les organismes qui rapportent la plus forte hausse de la demande et les personnes et communautés affectées de manière disproportionnée par les crises. Les OSBL dans la région de Peel et leurs communautés tentent de se rétablir d'une des pires crises sanitaires au monde de l'ère moderne. Cette région a été la plus touchée en matière d'infections et de confinements alors qu'elle vivait une croissance exponentielle liée à l'immigration, ainsi qu'une crise d'abordabilité. Pour sa part, le sous-secteur de l'environnement a multiplié ses efforts au cours des dernières années alors que les conséquences des changements climatiques se sont fait sentir plus près de chez nous. Enfin, les organismes B3 et I4, en nombre et capacités limités, travaillent à atténuer les répercussions disproportionnées de la pandémie sur les communautés noires et autochtones, tout en essayant de se relever de cette crise.



Qui plus est, aux côtés de leurs communautés, ils travaillent à guérir du colonialisme et de son héritage préjudiciable, et à lutter contre les systèmes d'oppression actuels, tout en continuant à offrir des programmes et formes de soutien culturellement pertinents.

LE PORTRAIT FINANCIER SE DÉTÉRIORE



MÊME LA FAIBLE HAUSSE DE REVENUS CHEZ CERTAINS OSBL EST AU RALENTI

Au cours des quatre dernières années, la proportion d'organismes déclarant une augmentation de leurs revenus a atteint presque la moitié. La part des organismes déclarant une baisse de revenus a reculé à un quart. Dans les deux cas, le rythme auquel évolue la situation a beaucoup ralenti. Le nombre d'organismes déclarant une augmentation a cru de 16 pour cent en 2021, puis en 2022, mais de seulement 7 pour cent en 2023.

La part des organismes rapportant une baisse de revenus a ralenti de 7 pour cent en 2021, de 17 pour cent en 2022, et de seulement 8 pour cent en 2023. Le poids de ceux qui disent n'avoir enregistré « aucune incidence » sur leurs revenus est resté sensiblement le même au fil des ans, soit entre 19 et 23 pour cent.

Quant aux données ventilées par régions et sous-secteur, les organismes étaient plus nombreux à déclarer des augmentations de revenus entre 2021 et 2022. Cependant, entre 2022 et 2023, on constate un recul dans les deux chiffres de la proportion des organismes qui rapportent une augmentation de leurs revenus. Les organismes étaient également plus nombreux à déclarer des baisses de revenus entre 2021 et 2022, puis cette augmentation a ralenti entre 2022 et 2023.



Les organismes avec des budgets plus importants, les organismes dans les régions d'Ottawa et de Toronto, et ceux dans le sous-secteur des services sociaux ont toujours déclaré des hausses de revenus au cours des trois dernières années. À l'opposé, les organismes ayant un budget inférieur à 500 000 \$, ceux dans les sous-secteurs des arts, de la culture et du tourisme; des communautés religieuses; et du sport et des loisirs ont toujours déclaré des baisses de revenus. De 2022 à 2023, l'augmentation des revenus a aussi ralenti chez les organismes B3 et I4. Les organismes ayant déclaré des augmentations de revenus au cours des dernières années ont, pour la plupart, rapporté des hausses allant de 1 à 24 pour cent.

Ces deux dernières années, la plupart des organismes attribuaient l'augmentation de leurs revenus principalement à une hausse du financement gouvernemental. Toutefois, cette année, les revenus gagnés comme élément expliquant l'augmentation des revenus ont enregistré la plus forte croissance, soit 12 pour cent. Les organismes dont le budget dépasse 3 millions de dollars, ceux dans la région de Peel, et ceux dans le sous-secteur du droit, de la représentation et des politiques ont tous rapporté une croissance du financement gouvernemental. Les organismes de sport et des loisirs ont tous rapporté une augmentation des revenus gagnés, et ceux des sous-secteurs des communautés religieuses, et des hôpitaux, universités et collèges, une augmentation des dons. Pendant la même période, chez les organismes dirigés par des personnes noires ou des Autochtones, le financement gouvernemental a progressé de 40 et de 66 pour cent, respectivement..

DES DÉPENSES ET DES COÛTS PLUS ÉLEVÉS POUR TOUS LES OSBL

Année après année, les organismes rapportent une augmentation des coûts et de leurs dépenses. Cette année, 90 pour cent d'entre eux ont déclaré une augmentation des coûts, soit une hausse de 7 pour cent par rapport à 2022 et de 26 pour cent depuis 2021.



Sur le plan des dépenses, 90 pour cent ont rapporté une augmentation, soit 16 pour cent de plus qu'en 2022, 35 pour cent de plus qu'en 2021 et 67 pour cent de plus qu'en 2020.

L'augmentation des coûts et des dépenses concerne tous les sous-secteurs, budgets et régions. Depuis 2021, les organismes sont deux fois plus nombreux à rapporter une augmentation des dépenses qu'une augmentation des revenus.

NOUVELLES DONNÉES DE 2023

Les salaires et les avantages sociaux représentent la plus importante catégorie de dépenses.

- 46 pour cent des organismes déclarent que les salaires et avantages sociaux constituent leur plus importante catégorie de dépenses.

LES OSBL DE PLUS EN PLUS NOMBREUX À UTILISER LEUR RÉSERVE

Bien que les chiffres soient loin du sommet atteint en 2020, lorsque 36 pour cent des organismes affirmaient avoir utilisé leur réserve, la période de 2021 à 2023 a vu une augmentation de leur nombre. En fait, leur part a chuté à 25 et 24 pour cent en 2021 et 2022 respectivement, mais est passée à 28 pour cent en 2023. Durant ces trois ans, les organismes francophones, ceux du sous-secteur du sport et des loisirs, et les organismes B3 et I4 ont été plus nombreux à déclarer avoir pigé dans leur réserve.

Au total, 16 pour cent des organismes répondants n'ont toujours pas de réserve. Au fil des ans, ce groupe d'organismes s'est agrandi dans les catégories suivantes : budget inférieur à 500 000 \$; organismes bilingues; organismes dans les régions de Durham, Halton et York; organismes dans les sous-secteurs des arts, de la culture et du tourisme; international; et du droit, de la représentation et des politiques, de même que les organismes B3 et I4.



TÉMOIGNAGES DES OSBL :

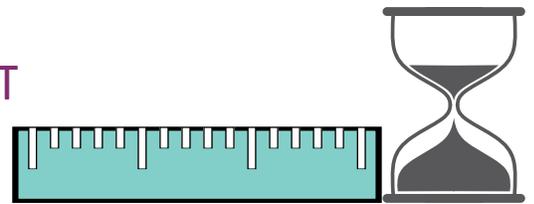


« [C]'est surtout le manque de financement qui nous empêche d'offrir des programmes et de recruter du personnel. Les organismes ne peuvent pas payer de la formation, puisqu'ils n'ont pas de revenus provenant des programmes qui restent notre principale source de financement. »

« [N]otre organisme est trop petit et n'a pas la capacité de recueillir des fonds. [D]onc, chaque année, l'écart entre les revenus et les dépenses se creuse un peu plus. [N]ous cherchons un partenaire pour une éventuelle fusion afin d'assurer la continuité de nos programmes. »



LA DURÉE PROJETÉE DE LA CAPACITÉ DE FONCTIONNEMENT DES OSBL DIMINUE



Le nombre d'organismes qui disent être en mesure de maintenir leurs activités pendant encore au moins sept mois a diminué au niveau atteint en 2020 pendant la pandémie. En même temps, le nombre d'organismes qui disent ne pas pouvoir continuer à fonctionner au-delà de six mois augmente.

En 2020, 73 pour cent des organismes avaient rapporté pouvoir maintenir les activités pendant plus de sept mois. Leur part a bondi à 84 pour cent en 2021, pour ensuite reculer de 1 pour cent en 2022 et d'un autre 10 pour cent en 2023 pour atteindre à nouveau 73 pour cent.

Également en 2020, 28 pour cent des organismes affirmaient ne pas pouvoir maintenir leurs activités au-delà de six mois.



Leur part a reculé à 16 pour cent en 2021 pour ensuite remonter à 17 pour cent en 2022, puis à 19 pour cent en 2023. La tendance est la même pour tous les budgets et régions, mais varie selon les sous-secteurs.

Les projections sur douze mois dressent un portrait encore plus précaire. Au cours des trois dernières années, parmi les organismes ayant un budget d'au moins 3 millions de dollars, la part de ceux disant pouvoir continuer à fonctionner pendant encore 12 mois ou plus a chuté. En effet, de 84 pour cent en 2021, elle est passée à 82 pour cent en 2022 et à 66 pour cent en 2023. En même temps, le nombre d'organismes, tous budgets confondus, dont la viabilité opérationnelle est de trois mois ou moins a augmenté.

Ces tendances sont encore plus prononcées pour les organismes B3 et I4. Par rapport à la moyenne provinciale des deux dernières années, ils sont plus nombreux à fixer leur viabilité à trois mois ou moins, et moins nombreux à dire qu'ils pourront maintenir leurs activités pendant encore 12 mois ou plus.

TÉMOIGNAGES DES OSBL :



« C'est le manque de financement régulier et à long terme qui nous empêchera d'offrir nos services uniques à la communauté. »

« Dans le cas d'un ralentissement économique, nous ne serons pas en mesure de faire fructifier notre fonds de dotation assez rapidement afin d'utiliser cette source de financement viable pour répondre aux besoins de la communauté. »

« Notre principal défi est d'obtenir du financement à long terme pour travailler dans une perspective pérenne et inspirée de nos succès antérieurs. Nous avons l'impression de repartir régulièrement de zéro, ou presque. »





L'OPTIMISME DE 2021 QUANT À L'AMÉLIORATION DE LA SITUATION FINANCIÈRE S'ESTOMPE, PLUS D'ORGANISMES S'ATTENDENT À UNE DÉGRADATION



Seul un quart des organismes disent s'attendre à une amélioration de leur situation financière dans un horizon de 6 à 12 mois, soit 3 pour cent de moins qu'en 2020, 15 pour cent de moins qu'en 2021 et 9 pour cent de moins qu'en 2022.

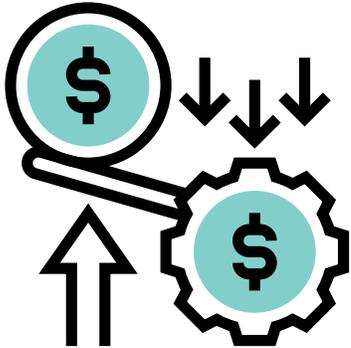
La part des organismes qui affirment s'attendre à ce que leur situation « reste la même » a cru de 5 pour cent entre 2020 et 2022, pour atteindre 50 pour cent, mais a diminué de 2 pour cent cette année. À l'opposé, après une diminution, entre 2020 et 2021, du nombre d'organismes qui s'attendaient à une dégradation de leur situation financière, ce chiffre est reparti à la hausse en 2022 pour atteindre 16 pour cent. Ce niveau est resté inchangé en 2023.

La tendance s'observe dans toutes les régions et tous les sous-secteurs. Elle est encore plus prononcée en 2023 avec une baisse dans les deux chiffres du nombre d'organismes qui s'attendent à une amélioration de leur situation.

Les organismes B3, les organismes dirigés par et au service des Autochtones, les partenariats autochtones et les organismes I4 sont plus susceptibles de s'attendre à une amélioration et moins susceptibles de s'attendre à une détérioration de leur situation financière, en comparaison de la moyenne provinciale. L'an dernier, ils étaient très nombreux à s'attendre à un déclin de leur situation, tandis que cette année, leur taux de réponse se situe dans la moyenne provinciale.



TÉMOIGNAGES DES OSBL :



« L'augmentation des coûts et des contraintes financières nous force à prendre des décisions difficiles concernant nos priorités. L'entretien de nos infrastructures physiques et le maintien de nos programmes rivalisent pour les fonds disponibles. »

« Le coût des services en raison de l'inflation. Plus de demande et absence de financement adéquat – beaucoup seront laissés de côté – plus de pauvreté. »



POURQUOI PARLE-T-ON D'UNE TENDANCE?

Nous vivons dans un état d'incertitude et de changement constant depuis le début de la pandémie mondiale en 2020. Depuis, nous faisons face à ses répercussions.

Plus que d'autres secteurs et industries, les OSBL vivent à la merci de leur environnement. Dans leur cas, les crises qui touchent leurs communautés se traduisent par une augmentation de la demande pour leurs services, généralement sans qu'ils reçoivent du soutien additionnel. De plus, l'austérité et l'incertitude économiques générales entraînent une diminution des dons et du financement gouvernemental.

Les crises se succèdent de plus en plus rapidement et les bouleversements constants ne permettent guère de prendre le temps d'élaborer des stratégies, d'innover et de faire des plans réalistes pour l'avenir. L'augmentation de la demande, des coûts et des dépenses pour tous les OSBL surpasse les maigres hausses de revenus enregistrées par certains.



De plus, elle nuit à la capacité du secteur à combler des déficits avec les moyens traditionnels, notamment les initiatives de revenus gagnés, les collectes de fonds et les dons. Aussi longtemps que les responsables politiques continuent d'ignorer les appels du secteur à lui accorder du financement pour faire plus, et mieux, la précarité des organismes s'aggraverait, tout comme leur regard pessimiste sur d'éventuels changements.

La situation du secteur a connu un « soubresaut » en 2021, lorsqu'on nous a demandé de faire plus et financés pour faire plus, ce qui a permis aux organismes d'enregistrer de meilleurs résultats financiers. Nous avons vu ce qui est possible. Pourtant, dès la fin de la pandémie, la situation financière s'est dégradée abruptement. Le secteur n'a jamais bénéficié d'un soutien durable, ni avant la pandémie ni depuis, et nous ne voyons aucun signe indiquant un changement dans un avenir prévisible.

Nous témoignons plutôt d'interventions ad hoc dans le cas de certains organismes. Or, tous les organismes dans le secteur subissent une pression financière persistante, quels que soient leur taille, leur région d'activités ou leur sous-secteur. Et c'est sans parler des organismes particulièrement vulnérables dans le sous-secteur des arts, de la culture et du tourisme, et de celui du sport et des loisirs.

LA CRISE DES RESSOURCES HUMAINES PERSISTE

En 2022 et 2023, 65 pour cent des organismes participants ont rapporté des défis de recrutement et de rétention. Les organismes avec un budget supérieur à 3 millions de dollars, les organismes francophones et bilingues, et ceux dans le sous-secteur des services sociaux sont plus nombreux que la moyenne provinciale à rapporter d'importants problèmes depuis deux ans. Cette année en particulier, l'augmentation de la part des organismes rapportant ces défis a été la plus prononcée dans l'Est ontarien, et dans les régions d'Ottawa et de Peel.



Dans l'Est ontarien, leur part a atteint 75 pour cent, à Ottawa, 82 pour cent, et à Peel, 79 pour cent. Ce sont le sous-secteur regroupant les hôpitaux, universités et collèges, et celui du droit, de la représentation et des politiques qui ont signifié la plus importante diminution chez les organismes rapportant des défis de recrutement. Leur taux se situe en deçà de la moyenne provinciale.

Entre 2022 et 2023, l'ampleur du problème de recrutement a diminué chez les organismes dirigés par les personnes noires (-32 pour cent), au service des personnes noires (-12 pour cent), dirigés par les Autochtones (-14 pour cent) et I4 (-17 pour cent). Ils s'inscrivent désormais dans la moyenne provinciale après avoir enregistré des taux considérablement supérieurs à la moyenne provinciale l'an dernier.



En 2023, plus de la moitié des organismes ont rapporté un taux de postes inoccupés. Les taux dans les différentes catégories sont restés sensiblement les mêmes au cours des deux dernières années, avec un léger recul général, et des augmentations/diminutions à un seul chiffre dans les différents sous-secteurs et régions.

La part d'organismes qui rapportent une proportion de postes inoccupés entre 30 et 39 pour cent est restée stable à 3 pour cent en 2022 et 2023. La plus grande augmentation chez ces organismes a été enregistrée dans la région de York, dans le sous-secteur international et chez les organismes I4.

Comme l'an dernier, les principaux facteurs évoqués par les organismes pour expliquer les problèmes de recrutement et de rétention sont l'épuisement et le stress, le manque de compétences et la parité salariale. Ces facteurs ont connu une augmentation dans les deux chiffres dans la région de Niagara, dans les sous-secteurs de l'éducation et de l'environnement (plus forte augmentation du facteur épuisement), et chez les organismes dirigés par les personnes noires.



Le manque de financement est le facteur avec la plus forte augmentation à plus de 6 pour cent. Cette augmentation a été particulièrement importante dans le sous-secteur de l'environnement (31 pour cent) et chez les organismes B3 (30 pour cent) et I4 (25 pour cent).

NOUVELLES DONNÉES DE 2023

Trois quarts des OSBL ont connu un roulement du personnel. La majorité des personnes ont quitté l'organisation pour occuper le même poste dans un autre OSBL ou dans le secteur public.

- 37 pour cent des organismes disent avoir perdu du personnel parti pour occuper le même poste ou un poste similaire dans un autre OSBL.
- 36 pour cent des organismes disent avoir perdu du personnel parti pour occuper le même poste ou un poste similaire dans le secteur public.

Les organismes vivent une pénurie de compétences.

- La collecte de fonds est la compétence manquante la plus souvent nommée (41 pour cent). Toutes les autres compétences ont recueilli des taux de réponse similaires.

Les OSBL mettent en place des stratégies de recrutement et de rétention.

- Les horaires de travail flexibles (53 pour cent), les options de télétravail (50 pour cent) et l'augmentation des salaires (40 pour cent) sont les stratégies les plus souvent nommées par les organismes.
- La semaine de travail de quatre jours (8 pour cent) et les primes (2 pour cent) sont les stratégies les moins souvent nommées par les organismes.



TÉMOIGNAGES DES OSBL :



« Nous offrons une rémunération élevée à l'équipe de cadres, mais une rémunération peu élevée à la personne responsable de nos services aux bénévoles et aux postes de gestion inférieurs. Avec l'augmentation du coût de la vie, nous risquons de perdre d'excellentes personnes parce que nous ne recevons pas le financement nécessaire pour augmenter le salaire du personnel en deçà du niveau de cadre. Gros écarts de salaires. Gros roulement du personnel. »

« L'inflation affecte le coût des autobus pour les sorties scolaires. Le financement gouvernemental diminue ou stagne, par rapport à l'inflation. Pas assez de métiers spécialisés dans la région pour faire des travaux et de l'entretien immobiliers. Roulement du personnel en raison des faibles salaires comparativement à des emplois similaires dans le secteur public ou des industries connexes. »

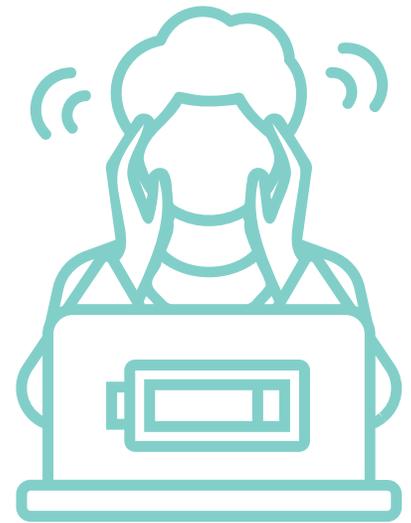


POURQUOI PARLE-T-ON D'UNE TENDANCE?

Les OSBL sonnent l'alarme au sujet de la crise des ressources humaines (RH) depuis deux ans. Ils affrontent une augmentation exponentielle de la demande pour leurs programmes et services, parfois aux dépens de leur personnel. La crise de l'abordabilité pousse encore plus d'employés et d'employées vers la porte de sortie, et ce dans toutes les catégories de poste et villes. Dans certains cas, cela signifie que les membres du personnel ont recours aux services qu'ils offrent. L'épuisement du personnel reste une préoccupation majeure puisque moins de personnes doivent assumer une charge de travail plus grande et plus complexe.



Au lieu de s'en remettre à l'espoir, les gens demandent des conditions de travail décent, notamment de meilleurs salaires, de généreux avantages sociaux, des modèles de travail flexible et hybride, et de la stabilité à long terme. Demeurer dans un emploi précaire à faible revenu s'apparente à une situation intenable, d'autant plus si le même travail est offert avec un meilleur salaire et des avantages sociaux dans le secteur public. Dans un marché du travail imprévisible, nous continuons à rivaliser pour les gens de diverses compétences et expertises, entre nous et avec les secteurs public et privé.



Loin d'attendre qu'on leur présente des solutions, les OSBL allient leurs énergies dans différentes régions de la province pour tenter de mitiger ensemble certains effets de la crise des RH, souvent sur le coin de leur table. Au cours de la dernière année, certaines parties du secteur ont réussi à obtenir du financement de base et des augmentations salariales du gouvernement pour certains de leurs travailleurs et travailleuses. Dans tous les sous-secteurs et toutes les régions, nous continuons à explorer diverses solutions, p. ex. des sondages collaboratifs sur la rémunération, des services partagés pour le personnel, et des efforts pour convaincre les conseils d'administration d'offrir des avantages sociaux liés à la retraite et à la santé.

Les diverses causes de la crise des RH sont systémiques. Sans changements systémiques, la main-d'œuvre de notre secteur continuera de s'effondrer et la population ontarienne continuera de perdre l'accès à des services essentiels de qualité.



LA CRISE DU BÉNÉVOLAT RALENTIT

Entre 2020 et 2021, la part des organismes qui ont rapporté une augmentation ou une diminution du nombre de bénévoles depuis le début de la pandémie était à peu près égale à 8 et 10 pour cent, respectivement.

Puis, en 2022, ils étaient plus de la moitié à déclarer vivre des problèmes en lien avec les bénévoles, notamment la sécurité dans le contexte de la pandémie, la perte ou la difficulté de recruter des bénévoles. Un peu moins de la moitié des organismes rapportaient des difficultés à convaincre d'anciens et d'anciennes bénévoles à réintégrer leur organisation. Un tiers citait le départ à la retraite de bénévoles et la difficulté d'attirer de jeunes bénévoles. En 2023, on constate un recul des chiffres avec un quart des organismes qui rapportent plusieurs défis, et un peu plus d'un tiers qui disent être préoccupés par la perte de bénévoles et le recrutement de bénévoles, respectivement.

Le recul dans les préoccupations entourant le recrutement et la rétention de bénévoles est relativement homogène dans les différentes catégories budgétaires, linguistiques, régionales et dans les divers sous-secteurs. Les organismes dans le sous-secteur international sont plus nombreux à se préoccuper du départ à la retraite de bénévoles, tandis que les organismes liés aux communautés religieuses peinent à recruter de jeunes bénévoles.

POURQUOI PARLE-T-ON D'UNE TENDANCE?

Bien que les données quantitatives signalent un ralentissement de la crise du bénévolat, le pourcentage d'organismes qui continuent, encore cette année, de rapporter des problèmes à cet égard demeure important. Les organismes témoignent de la difficulté persistante de recruter et de retenir des personnes prêtes à faire du bénévolat sur une base régulière et de la crainte conséquente de voir disparaître d'autres programmes.



Beaucoup d'entre eux souhaitent voir une stratégie de renouvellement du bénévolat qui tiendrait compte des manières dont les gens des différents âges et communautés s'engagent pour des causes et font du bénévolat. La crise du bénévolat demeurera un élément déterminant pour la capacité du secteur à se relever et à continuer de servir les communautés.

TÉMOIGNAGES DES OSBL :



« [Notre] plus grande préoccupation est le manque de bénévoles réguliers qui acceptent un rôle de responsable pour un événement ou un programme. »

« Nous nous attendons à des difficultés persistantes dans le recrutement des bénévoles. »



LES RÉDUCTIONS, LISTES D'ATTENTE ET FERMETURES AU MÊME NIVEAU QUE L'AN DERNIER

La période de 2021 à 2023 a été marquée par une hausse significative du nombre d'organismes qui ont déclaré connaître un autre organisme ayant cessé ses activités. Cette hausse était de 16 pour cent en 2022 et de 1 pour cent en 2023, pour atteindre 35 pour cent des organismes. Elle concerne davantage les organismes ayant un budget inférieur à 500 000 \$, les organismes bilingues et les organismes des sous-secteurs des arts, de la culture et du tourisme; des communautés religieuses; du sport et des loisirs; et des services sociaux.



En 2022 et en 2023, ceux-ci ont systématiquement rapporté avoir connaissance d'un autre organisme qui a cessé ses activités, dans des proportions supérieures à la moyenne provinciale.

Cette année, un peu moins d'organismes ont rapporté une réduction ou la cessation de programmes et de services, ou une prolongation de leurs listes d'attente. Le nombre d'organismes qui disent avoir réduit leurs programmes ou services a diminué de 10 pour cent pour s'établir à 39 pour cent. En ce qui concerne la cessation de programmes ou de services, 8 pour cent des organismes en ont rapporté, soit 6 pour cent de moins qu'en 2022. La part des organismes qui rapportent des listes d'attente plus longues a diminué de seulement 2 pour cent pour atteindre 21 pour cent. Seuls chez les francophones, dans la région de York, dans le sous-secteur international et chez les organismes B3 observe-t-on une augmentation des organismes qui ont rapporté des réductions de services au cours des deux dernières années.

En 2023, plus d'organismes dans l'Est ontarien, dans les régions de Halton et de Peel; dans le sous-secteur des hôpitaux, universités et collèges; et d'organismes B3 ont signifié des listes d'attente plus longues par rapport à l'an dernier. Dans la région de York et dans les sous-secteurs international et du droit, de la représentation et des politiques, ils ont été plus nombreux à rapporter la cessation de programmes ou de services.

NOUVELLES DONNÉES DE 2023

Tous les types de ressources, de soutien et d'information aideraient les OSBL à surmonter les difficultés émergentes.

- Tous les organismes affirment que n'importe quel type de financement les aiderait. La moitié d'entre eux souhaitent obtenir divers types de financement, dont des occasions de générer des revenus gagnés et une infrastructure pansectorielle.

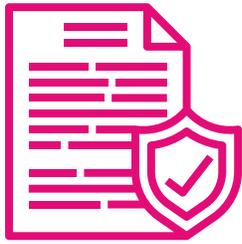


POURQUOI PARLE-T-ON D'UNE TENDANCE?

Depuis 2020, le secteur vit dans un état constant d'incertitude et de fluctuations financières. Il est donc peu surprenant que la hausse marquée des fermetures d'organismes coïncide avec l'augmentation exponentielle de la demande, des coûts et des dépenses, ainsi que le déclin graduel de toutes les ressources, y compris le personnel et les bénévoles. Ces groupes et organismes n'ont jamais réussi à se remettre de la pandémie ou à composer avec les augmentations de coûts et de dépenses observées depuis, sans recevoir un soutien adéquat. La majorité des fermetures surviennent dans les sous-secteurs qui avaient été le plus durement touchés par les fermetures et restrictions dues à la pandémie et ceux dont la survie dépend principalement du revenu disponible des ménages ontariens. Chaque fermeture d'un OSBL marque une fissure dans notre filet de sécurité sociale. Nous craignons que chaque fissure devienne un trou béant au cours des prochaines années. Cette évolution entraînerait une augmentation des coûts et de la demande dans d'autres établissements, notamment dans les hôpitaux, les établissements de soins de longue durée, les prisons ou les centres de traitement. Inévitablement, tout le monde n'aura plus accès aux services.

Le ralentissement relatif dans la réduction des programmes et services et des listes d'attente peut s'expliquer par plusieurs raisons.

En 2022, tant les compressions dans les programmes et services que les listes d'attente avaient atteint des niveaux critiques. On peut en déduire que de nombreux organismes étaient déjà rendus à offrir un minimum de programmes et avaient tout simplement épuisé leurs possibilités d'en faire moins. La hausse des fermetures peut aussi indiquer que certains organismes décident de mettre la clé sous la porte plutôt que d'éliminer seulement un programme ou un service.



RECOMMANDATIONS POUR LE GOUVERNEMENT

1. CRÉER UNE ENTITÉ RESPONSABLE DU SECTEUR AU SEIN DU GOUVERNEMENT POUR UNE COLLABORATION EFFICACE AVEC LES QUELQUE 58 000 OSBL ET ORGANISMES DE BIENFAISANCE EN ONTARIO.

Créer un poste de ministre associé au ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce, épaulé par un poste de sous-ministre adjoint au bureau qui représentera les OSBL, les organismes de bienfaisance et l'innovation sociale.

2. AIDER L'INFRASTRUCTURE SOCIALE DE L'ONTARIO À AFFRONTER L'AVENIR.

Soutenir la viabilité de tous les OSBL bénéficiant de fonds publics, à commencer par les organismes d'art jusqu'aux services sociaux en passant par les groupes sportifs, en faisant la transition vers un financement de fonctionnement régulier, à long terme et flexible. Ce financement tiendra compte du coût réel de la prestation des services et programmes, évoluera au rythme de l'inflation, réagira aux besoins émergents et allégera la charge administrative des OSBL. Faire des modèles d'affaires proposés par les OSBL la voie privilégiée pour fournir des programmes et services efficaces et efficients.



3. INVESTIR DANS LES OSBL ET GROUPES COMMUNAUTAIRES AU SERVICE DES COMMUNAUTÉS MÉRITANT L'ÉQUITÉ.

Il s'agit notamment des communautés noires et d'autres communautés racisées, des Premières Nations, Inuits et Métis; et d'organismes au service des personnes en situation de handicap, des femmes, des jeunes, des personnes nouvellement arrivées et des ménages à faible revenu.

4. AIDER LE SECTEUR À FORMER UNE MAIN-D'ŒUVRE RÉSILIENTE POUR L'AVENIR.

Aider le secteur à élaborer une stratégie de main-d'œuvre et un plan de développement de la main-d'œuvre, par le biais du Fonds pour le développement des compétences ou d'autres mécanismes appropriés. La stratégie doit inclure des mesures pour contrer la pénurie de main-d'œuvre, promouvoir les carrières offertes dans les OSBL et créer des possibilités d'acquisition de compétences en demande.

5. MODERNISER LE BÉNÉVOLAT.

Créer une stratégie de relance du bénévolat pour la province afin de corriger les effets négatifs de la pandémie sur le bénévolat. S'engager à éliminer les frais exigés pour la vérification policière relative aux personnes vulnérables.



APPELS À L'ACTION POUR LE SECTEUR

1. ÉCHANGER ET COLLABORER.

Rassemblez-vous au-delà des frontières régionales et sectorielles pour échanger de l'information. Collaborez et entendez-vous sur des seuils minimums pour les salaires et coûts administratifs dans les ententes de financement et contrats, entre autres.



2. DÉVELOPPER DES ALLIANCES.

Ralliez les travailleurs et travailleuses, les syndicats et les employeurs de toutes tailles du secteur pour communiquer clairement à la population ontarienne la situation alarmante du secteur et le coût qu'aura l'absence d'aide pour les OSBL.

3. PARTICIPER À DES EFFORTS COLLECTIFS DE REPRÉSENTATION.

Intégrez et amplifiez les recommandations pour le gouvernement présentées dans ce rapport dans vos propres travaux de politiques publiques et de défense des intérêts. Rédigez une lettre à votre député ou députée, ou organisez une rencontre pour discuter du rapport, des recommandations, et de leur pertinence pour les organismes dans votre région.

4. FAIRE CONNAÎTRE LE MODÈLE D'AFFAIRES DES OSBL.

Expliquez aux communautés et au gouvernement la portée, la profondeur et la valeur du secteur, ainsi que sa capacité à fournir des services publics abordables et de qualité.



5. INVITER LA COMMUNAUTÉ LOCALE À PARTICIPER ET À MONTRER SON SOUTIEN.

Les personnes qui utilisent nos programmes et les membres de notre clientèle représentent la population. Invitez-les à soutenir le secteur des OSBL en encourageant la participation locale et l'éducation du public, si les circonstances et vos capacités le permettent. Invitez-les à contacter les médias locaux pour témoigner de leur expérience. Renseignez les membres de la communauté sur les façons d'entrer en contact avec leur député ou députée pour lui faire part de leurs expériences avec le secteur ou votre organisme en particulier. Collaborez avec d'autres organismes pour organiser des événements d'information visant à faire connaître le travail des OSBL locaux et leur importance.

REMERCIEMENTS

ONN remercie Community Researchers pour la réalisation du sondage et la Fondation Definity pour le financement. Nous remercions également tous les partenaires qui nous ont aidés à porter ce sondage à l'attention des OSBL et organismes de bienfaisance en Ontario.

Nous tenons de plus à exprimer notre reconnaissance à toutes les personnes qui ont répondu à notre sondage et à nos partenaires qui l'ont diffusé et encouragé les organismes dans leurs réseaux à participer. C'est ce qui nous a permis de recueillir des données précieuses. La réalisation d'initiatives comme celle-ci est possible grâce au soutien généreux des OSBL et des organismes de bienfaisance dans toute la province.

Ontario Nonprofit Network
300 - 2 St Clair Ave E #300,
Toronto, ON M4T 2T5
<https://theonnc.ca/>
info@theonnc.ca